LOCALE

Pourquoi l’eau de la rivière Célé a viré à l’orange au Surgié

2 min

La qualité de l’eau du Célé intrigue après l’apparition d’une teinte orangée aux abords du chantier du Surgié. Cet aspect limité à une petite zone située rive gauche serait dû à un phénomène naturel qui n’a rien d’extraordinaire en rivière. Explications.

Aux abords du chantier du Surgié, les eaux du Célé ont suscité une vague d’inquiétude ces derniers jours. Dans une petite zone située au niveau de l’ancien plan d’eau, une couleur orangée visible en surface a interpellé plusieurs observateurs attentifs qui ont décidé d’alerter les autorités sur cette situation pour le moins inhabituelle.

Faut-il voir dans cette coloration surprenante le signe d’une dégradation de la qualité de l’eau et donc redouter une pollution de la rivière ? La question qui semble légitime a notamment été posée par l’association de sauvegarde du Célé au syndicat mixte du bassin Célé – Lot médian en charge pour la ville de Figeac de la maîtrise d’ouvrage du chantier en cours. Le directeur accompagné par une équipe du syndicat et des représentants de la police de l’eau avaient justement, lors d’une récente visite sur site, remarqué le phénomène concentré dans un espace limité en partie aval du chantier, côté rive gauche.

« Cette couleur ocre provient de ferrobactéries »

Selon eux, la curiosité suscitée par l’aspect de l’eau est normale mais aucun problème particulier n’est à craindre. « Cette couleur ocre provient de ferrobactéries. C’est un phénomène naturel, assez classique et bien connu en rivière. On a un plan d’eau asséché où des vases travaillent et se minéralisent »

précise le directeur du syndicat qui comprend les interrogations et tient avant tout à rassurer. Le syndicat ajoute que le phénomène a lieu sur des zones de marais, tourbes, vases, ou aussi à la sortie de certaines eaux souterraines, comme celles du Lias (Limargue, comme à la Salmière à Miers entre Padirac et Rocamadour, ou au forage artésien des étangs de Puy Blanc).

Pour lever le moindre doute sur la nature du phénomène observé, le syndicat mixte du Célé-Lot médian s'est rapproché des services du Syded afin de procéder dans les prochains jours à des analyses à l'endroit où l'eau a viré à l'orange. En attendant les résultats, le chantier engagé sur le site du Surgié a repris après une interruption due aux intempéries et à la crue décennale du Célé survenue à Figeac le 12 février dernier. Le syndicat mixte du bassin Célé-Lot médian qui suit les travaux envisage d'organiser sur place de nouvelles visites commentées du chantier à l'occasion de la manifestation Célé'té.

Audrey Lecomte



SIMPLE PHÉNOMÈNE NATUREL OU RISQUE DE POLLUTION ?

Écoulement rougeâtre dans le Célé à Figeac

À Figeac, des écoulements rougeâtres observés au niveau de la rivière Célé interrogent. Le collectif Figeacois vigilants alerte les autorités sur une possible pollution.

À proximité du clapet du Célé, sur la rive gauche, des traces rougeâtres inhabituelles soulèvent des questions sur leur origine et leur innocuité.

Des écoulements suspects au cœur des interrogations environnementales

Des écoulements rougeâtres rejoignant la rivière le Célé teintent les pierres de la berge rive gauche au niveau du clapet (cf photo). Cet écoulement semble provenir du ruisseau de Roussilhes qui serpente au travers des remblais déposés pour niveler le fond du plan d'eau asséché.



Des écoulements rougeâtres qui posent question… Anne Forestier

Ces écoulements pourraient éventuellement provenir de la lixiviation (*) des matériaux traversés par les eaux.

Soucieux de la préservation de l'environnement le collectif **« Figeacois vigilants »** a porté cette information à la connaissance du Chef de la police de l'eau, et de M^me^ la Cheffe du SEFE (Service Eau Forêt Environnement), pour vérifier le caractère bénin ou non de cet écoulement.

Par ailleurs, le 3 février 2026, ce même collectif **« Figeacois vigilants »** alertait la municipalité de Figeac, au sujet d'une information selon laquelle « pour stabiliser la circulation des engins, des remblais caillouteux en provenance de Decazeville, auraient été déposés sur le chantier de renaturation du Surgié ». Aucune assurance que ces remblais ne soient pas des matériaux pollués… Pour l'heure, aucune information officielle apportant des réponses à ces interrogations n'a été apportée.

Dans l'attente de réponses officielles, ces observations rappellent l'importance d'une vigilance accrue et d'une transparence totale pour garantir la protection durable des milieux aquatiques.

(*) *Percolation lente de l'eau à travers le sol permettant la dissolution des matières solides qui y sont contenues. Le liquide résultant est appelé lixiviat.*

● **Jean-Claude BONNEMÈRE**

CARTE SCOLAIRE

Les enseignants du lycée de Saint-Céré mobilisés

Après une forte mobilisation devant le lycée Jean Lurçat de Saint-Céré le mardi 17 mars qui a réuni environ 150 personnes, élus, parents, élèves, enseignants et citoyens, l'action continue.

Mercredi 18 mars, M^me^ Sarraute, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN), a rencontré, en présence du proviseur M. Yernaux, une délégation d'enseignants du lycée qui demandait des moyens supplémentaires afin de travailler dans de meilleures conditions à la rentrée 2026. En effet, le lycée perd 2 classes et 63 heures de dotation pour seulement 17 élèves de moins.

Réaction des enseignants du lycée

Dans un communiqué, les enseignants réagissent à la situation.

« Cette baisse drastique dégrade les conditions d'apprentissage des élèves : classes surchargées, aucune possibilité d'aide personnalisée (pour préparer par exemple le bac de français ou aider les élèves en difficulté en mathématiques…). Nous contestons les modalités de calcul des dotations basées sur une logique purement comptable qui ne tient pas compte de la spécificité des petits établissements.

M^me^ Sarraute a témoigné de son attachement à l'offre de formation du lycée. Mais, au-delà des mots, quels sont les faits ? Si M^me^ la DASEN n'a pas remis en question le choix de l'établissement de maintenir les huit spécialités du lycée ainsi que l'existence des options, nous n'avons pas obtenu à ce stade la garantie de l'allocation des moyens nécessaires à leur financement. Nous refusons de choisir entre le maintien d'une offre de formation ambitieuse et l'accompagnement qualitatif des élèves.

M^me^ la DASEN a pris note de nos besoins, mais renvoie au mois de juillet les arbitrages. Cette échéance nous semble bien tardive pour pouvoir préparer sereinement la rentrée. Nous sommes dans l'attente de décisions fortes, dès à présent, à la mesure de la gravité de la situation. Vivre en milieu rural ne doit pas nuire à l'égalité des chances. Celle-ci doit être assurée sur l'ensemble du territoire. L'élan collectif pour la défendre ne faiblira pas. »

POLITIQUE.

La France Insoumise continue de régler ses comptes avec le député PS

Thierry Grossemy et Nathalie Chennevière, montrent du doigt le député du Lot Christophe Proença, car selon eux, « les municipales 2026 confirment une vague de rejet, marquée par l'abstention, la défiance envers le PS et la progression des Insoumis ».

« La vague dégagiste qui s'est exprimée au premier tour se confirme de nouveau au deuxième tour des municipales dans notre département. Elle vient sanctionner le divorce existant entre le Lot populaire confronté aux réalités de la vie et ceux censés le représenter et le défendre mais qui votent ou soutiennent la pire politique anti-sociale. La progression de l'abstention, notamment dans les élections de proximité, confirme tous ces éléments. Les résultats reflètent le climat de défiance vis-à-vis du PS et de ses élus.

Ainsi, lors d'un rassemblement à Saint-Céré devant le Lycée pour protester contre les suppressions de postes, le député PS de la circonscription, invité à s'expliquer sur la contradiction entre sa présence pour soutenir le mouvement et son soutien au budget du gouvernement qui en est la cause, n'a convaincu qu'une petite minorité de son clan. Mais Il a été fortement interpellé à plusieurs reprises par les jeunes notamment par des sifflets.

Malgré l'appel adressé à la FI pour venir renforcer la gauche au second tour dans les communes telles que Figeac, cette dernière n'a pas réussi à convaincre. Toutefois, nous pouvons constater une forte progression du nombre de conseillers municipaux insoumis dans le Lot à l'image du national où la FI gagne plus d'une dizaine de grandes villes.

Cependant, un gros travail reste à faire pour convaincre et associer les abstentionnistes et les couches populaires aux échéances à venir. À ce titre, nous allons organiser dans un futur proche des réunions publiques dans différentes communes pour échanger avec la population sur les sujets qui les préoccupent.

L'autre leçon à retenir de ces élections est l'émergence politique de la » Nouvelle France **« . C'est une réalité sociale, culturelle et nationale qui s'est exprimée et dont seuls les insoumis ont détecté la présence dans la vie du pays. C'est pourquoi, à nos yeux, le résultat des deux tours de ces municipales ouvre directement le cycle de l'élection présidentielle de 2027 pour la victoire d'une gauche de rupture, antiraciste, antifasciste œuvrant pour la paix et le non-alignement. »** [Thierry Grossemy et Nathalie Chennevière animateurs insoumis]

ESCALADE.

Deux championnats à Cahors



Les championnats départementaux d'escalade du lot et du Tarn-et-Garonne se déroulent ce samedi à Cahors. Cahors Escalade

Le club Cahors Escalade accueille à nouveau le championnat départemental d'escalade du Lot ce **samedi 28 mars**, à la salle Alain San Juan à la Croix-de-Fer à Cahors, de 8 h 30 à 19 h 30. Cette année, et pour la première fois, la compétition est couplée avec le championnat départemental de Tarn-et-Garonne. Les comités territoriaux des deux départements ont en effet confié au club cadurcien le soin d'organiser cette double compétition.

280 grimpeurs au total sont donc inscrits pour se départager sur les blocs spécialement créés pour l'occasion (la salle est d'ailleurs fermée pendant une semaine, le temps de la préparation). Samedi, les compétiteurs devront venir à bout des 30 blocs qui leur seront proposés dans leurs catégories respectives. Celles et ceux qui réussiront à « toper » le maximum de blocs, en sachant doser équilibre, force, coordination et explosivité, remporteront les titres de champions départementaux d'escalade de bloc.

Les clubs Saint-Céré Grimpe, Pied noir Escalade (Gourdon), Escalade en Quercy (Prayssac), Club alpin français de Figeac, Grimpeurs marivalois (Lacapelle-Marival) et Cahors Escalade participeront à la fête pour le Lot, tout comme les clubs de Montauban (Espace Grimpe) et de Saint-Antonin-Noble-Val (Quercy Grimpe) pour le Tarn-et-Garonne.

■ **Entrée libre, buvette sur place**

RETRAITÉS.

Une semaine d'action pour défendre pensions, santé et Sécurité sociale

Depuis plusieurs années, les retraités se mobilisent pour défendre leurs droits face aux réformes successives des gouvernements. Sur la liste des revendications : revalorisation des pensions, maintien de l'abattement fiscal de 10 %, refus d'une « année blanche »... Autant de mesures contestées qui ont suscité une réponse collective forte.

L'unité syndicale portée par le groupe des neuf (G9) a permis d'obtenir certains reculs du pouvoir, démontrant que la mobilisation reste un levier essentiel pour se faire entendre. Toutefois, derrière ces reculs ponctuels, les organisations dénoncent une stratégie constante visant à réduire les dépenses de la Sécurité sociale. Celle-ci touche particulièrement la branche vieillesse, avec des menaces sur les pensions de réversion, mais aussi la branche maladie, fragilisant l'accès aux soins. La désertification médicale et l'augmentation du reste à charge compliquent fortement l'accès aux soins, notamment dans les territoires ruraux. Par ailleurs, les projets de décentralisation des Agences régionales de santé (ARS) et de transfert de financements vers les collectivités locales font craindre un désengagement accru de la Sécurité sociale et une aggravation des inégalités territoriales. La question de la prise en charge de la perte d'autonomie illustre également ces inquiétudes. Face au vieillissement de la population, les transferts de charges et l'ouverture au secteur marchand font peser le risque d'un accès inégal aux services, voire d'un abandon des publics les plus fragiles.

Malgré quelques concessions obtenues, les organisations dénoncent la volonté persistante du gouvernement de revenir sur ces acquis, de limiter la revalorisation des pensions et de poursuivre le démantèlement des services publics. Dans ce contexte, le G9 appelle à une semaine d'action **du 30 mars au 4 avril**, avec un temps fort **le jeudi 2 avril,** afin de maintenir la pression et d'exiger des réponses concrètes aux revendications des retraités.